

ORDONNANCE DU 13/06/2019

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE GRENOBLE

Dossier n° : 1805446-10

(à rappeler dans toutes correspondances)

SCI GRENODENT c/ GRENOBLE

ALPES METROPOLE

LE PRESIDENT DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF

Vu l'ordonnance du 22/02/2019, par laquelle le tribunal administratif de Grenoble a, sur la requête n° 1805446-10, présentée par la SCI GRENODENT, désigné Monsieur Jean-François BENOIT, en qualité d'expert ;

Vu enregistrée au greffe le 19/05/2019, la lettre par laquelle Monsieur Jean-François BENOIT sollicite une allocation provisionnelle de 17 612,23 euros ;

Vu les autres pièces du dossier ;

Vu le code de justice administrative, et, notamment, son article R. 621-12 ;

Considérant ce qui suit :

1. Aux termes de l'article R. 621-12 du code de justice administrative : "Le président de la juridiction, après consultation du président de la formation de jugement, peut, soit au début de l'expertise, si la durée ou l'importance des opérations paraît le comporter, soit au cours de l'expertise ou après le dépôt du rapport et jusqu'à l'intervention du jugement sur le fond, accorder aux experts et aux sapiteurs, sur leur demande, une allocation provisionnelle à valoir sur le montant de leurs honoraires et débours. Il précise la ou les parties qui devront verser ces allocations. Sa décision ne peut faire l'objet d'aucun recours".

2. L'importance et la durée de l'expertise en cause justifient le versement à l'expert d'une allocation provisionnelle à la charge du demandeur.

ORDONNE :

ARTICLE 1er : Il est accordé à Monsieur Jean-François BENOIT une allocation provisionnelle de 17 612,23 euros (dix-sept mille six cent douze euros et vingt-trois centimes) à valoir sur le montant des honoraires et débours devant être ultérieurement taxés.

ARTICLE 2 : Cette allocation provisionnelle sera versée par la SCI GRENODENT.

Fait à Grenoble, le 13/06/2019.

Le président,



Denis BESLE

Sci Grenodent a

versé 17.612,23 €

le 06/07/2019

à archi Atelier JF Benoit.

REPUBLIQUE FRANCAISE

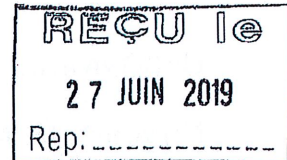
Grenoble, le 24/06/2019

TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE GRENOBLE

2 Place de Verdun
BP 1135

38022 Grenoble Cedex
Téléphone : 04.76.42.90.00
Télécopie : 04.76.51.89.44

Greffe ouvert du lundi au vendredi de
8h30 à 12h00 - 13h30 à 16h00



1805446-10

SCI GRENODENT
110 rue de Richelieu
75008 PARIS

Dossier n° : 1805446-10

(à rappeler dans toutes correspondances)

SCI GRENODENT c/ GRENOBLE ALPES
METROPOLE

Vos réf. : Référé expertise

NOTIFICATION ORDONNANCE EN MATIERE D'EXPERTISE
Lettre recommandée avec avis de réception

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous adresser, ci-joint, l'ordonnance d'allocation provisionnelle rendue dans l'instance enregistrée sous le numéro mentionné ci-dessus.

Cette allocation provisionnelle devra être versée directement à l'expert.

En application de l'article R621-12-1 : " L'absence de versement, par la partie qui en a la charge, de l'allocation provisionnelle, dans le mois qui suit la notification de la décision mentionnée à l'article R. 621-12, peut donner lieu, à la demande de l'expert, à une mise en demeure signée du président de la juridiction.

Si le délai fixé par cette dernière n'est pas respecté, et si le rapport d'expertise n'a pas été déposé à cette date, l'expert est appelé par le président à déposer, avec sa note de frais et honoraires, un rapport se limitant au constat des diligences effectuées et de cette carence, dont la juridiction tire les conséquences, notamment pour l'application des dispositions du deuxième alinéa de l'article R. 761-1.

Le président peut toutefois, avant d'inviter l'expert à produire un rapport de carence, soumettre l'incident à la séance prévue à l'article R. 621-8-1. "

Je vous prie de bien vouloir recevoir, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Le greffier en chef,
ou par délégation le greffier,